



PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques et installations classées
SK/744

ARRÊTÉ

du **12 NOV. 2019** portant mise en demeure à la société
MANUFACTURE DU HAUT-RHIN de respecter les dispositions de l'arrêté
préfectoral n°2006-206-6 du 25 juillet 2006 pour ses installations situées à
Mulhouse

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2006-206-6 du 25 juillet 2006 portant prescriptions complémentaires à la société MR Equipement en référence au titre du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement,
- VU** le récépissé de changement d'exploitant du 29 novembre 2018 actant la reprise des activités de la société MR Equipement par la société Manufacture du Haut-Rhin,
- VU** la visite d'inspection du 7 octobre 2019,
- VU** le rapport du 11 octobre 2019 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT l'absence de vérifications des moyens incendies comme les poteaux d'incendies, les hydrants et les RIA et l'état de vétusté apparente du poteau incendie se trouvant devant le dépôt pyrotechnique,

CONSIDÉRANT l'absence de dispositif d'éclairage actionnable et l'absence de vue directe sur le dépôt pyrotechnique depuis ce poste de garde,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :
« *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 :

La société Manufacture du Haut-Rhin est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de sécurité incendie et sûreté situées 15 rue de Quimper à Mulhouse (68200), **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2006 reprises ci-dessous :

- **« Article 13 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

[...]

Compte tenu de l'existence sur le site d'un dépôt pyrotechnique, un gardiennage de l'établissement sera assuré à tout moment (24 h/24 h). Le poste de garde sera situé au maximum à 70 m du dépôt pyrotechnique ; les vigiles devront avoir une vue directe sur le dépôt.

Le dépôt pyrotechnique disposera d'un éclairage qui pourra être allumé à partir du poste de garde. »

- **« Article 15.7.1 – RÈGLE ET CONSIGNES D'EXPLOITATIONS**

L'exploitant [...] tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leurs quantités.»

- **« Article 16.2 – SÉCURITÉ INCENDIE – Moyen de lutte contre l'incendie**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur et entretenus en bon état de fonctionnement.

[...]

Les moyens d'intervention sur le site se composent :

- d'un réseau d'extinction automatique adapté aux caractéristiques des produits stockés, d'un réseau de robinet d'incendie armés (RIA)
- d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux.»

- **« Article 16.3 - Sécurité incendie Plan d'intervention**

L'exploitant établit un plan de prévention incendie qui fixe l'importance et la nature des moyens de lutte contre l'incendie, dont il doit disposer à tout moment.

Ce plan précise notamment :

[...]

le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement,

[...]

Il est régulièrement remis à jour.»

- **« Article 18.2 X – Moyen de lutte contre l'incendie**

Un poteau incendie normalisé, avec armoire d'intervention (tuyaux, lance, raccord et clé) sera installé à proximité du dépôt. »

Article 2 :

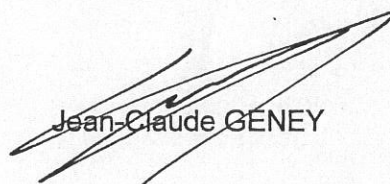
Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société Manufacture du Haut-Rhin.

Fait à Colmar, le **12 NOV. 2019**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

